Pierre Marcilhacy, « le candidat qui dit oui aux chrysanthèmes »

Pierre Marcilhacy, "the candidate who said yes to chrysanthemums"

François Dubasque

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1094>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1094

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

François Dubasque, « Pierre Marcilhacy, « le candidat qui dit oui aux chrysanthèmes » », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1094> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1094>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Pierre Marcilhacy, « le candidat qui dit oui aux chrysanthèmes »

Pierre Marcilhacy, “the candidate who said yes to chrysanthemums”

François Dubasque

- 1 Dans *Histoire secrète d'une élection*, les journalistes Pierre Sainderichin et Joseph Poli ont eu cette élégante formule à propos de l'élection présidentielle de 1965 : ce fut « la confrontation entre un président de la République qui se fait une certaine idée de la France, et la France qui, pendant quelques semaines, s'est fait une certaine idée du président de la République¹ ». D'une forte dimension expérimentale en tant que première élection présidentielle au suffrage universel direct de la V^e République, elle a suscité naturellement de nombreux commentaires et analyses.
- 2 On sait que le général de Gaulle faisait peu de cas des différentes candidatures déclarées qu'il reléguait au rang de simples postures d'opposition. La plupart des observateurs s'attendaient d'ailleurs à sa victoire dès le premier tour. Mais la surprise de la mise en ballottage du président sortant interpella l'opinion sur l'importance d'un certain nombre de paramètres nouveaux, et en premier lieu sur le rôle joué par la télévision et les sondages d'opinion durant la campagne électorale.
- 3 Ce sont finalement six candidats qui entrent en lice pour briguer la magistrature suprême, dont trois seulement – Charles de Gaulle, François Mitterrand et Jean Lecanuet – sont considérés par les analystes comme des candidats « sérieux ». Quant aux autres, voici de quelle manière ils sont épinglés par le journaliste Pierre Vianson-Ponté dans *Le Monde* du 23 novembre 1965 :
« Marcilhacy paraît conduire une campagne sénatoriale à l'échelle du pays, Tixier-Vignancour semble plaider aux assises, et Barbu fait penser à un acteur qui se serait trompé d'emploi. »
- 4 Il faut évidemment s'interroger sur les critères qui permettent de distinguer « petits » et « grands » candidats à l'élection présidentielle². Le seul critère numérique établi à partir des projections ou des suffrages obtenus pose en effet problème. Où fixer alors le seuil si tel était le cas : 5 %, 2 % ? Viennent donc s'ajouter d'autres marqueurs comme la notoriété, la surface médiatique, l'expression d'une offre politique cohérente, les

réseaux d'influence, les chances de succès. Autant d'atouts dont Pierre Marilhac, simple sénateur de la Charente n'ayant jamais exercé de fonctions ministérielles, semble objectivement dépourvu. « Ma candidature fera un boom ou fera un bide », pronostiquait l'intéressé, ajoutant non sans humour :

« Je finis par être le candidat dont tout le monde dit qu'il n'est pas connu³. »

- 5 Ce constat amène à s'interroger sur les motivations d'une candidature vouée à l'échec et à en analyser la portée par ce qui distingue précisément Pierre Marilhac des autres candidats. Son score très modeste (1,71 % des suffrages exprimés), qui le place à l'avant-dernier rang dans la compétition électorale de 1965, n'est pas la conséquence de son amateurisme politique. Sans être « un premier couteau », Marilhac est toutefois un homme politique expérimenté, cumulant mandats nationaux et locaux depuis le début de la IV^e République et jouissant d'un certain crédit dans les milieux parlementaires. L'analyse de son parcours conduit donc à mettre en lumière des logiques de nature à complexifier la problématique des « petits candidats », dont l'existence est parfois associée de façon un peu hâtive à la marginalité, voire à l'excentricité⁴. Le croisement des écrits politiques de Pierre Marilhac⁵ avec les sources relatives à la surveillance de son activité publique nationale et locale, et celles relatives à l'élection présidentielle de 1965 (notamment les archives du Conseil constitutionnel, la presse écrite, les archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA)⁶, fournit ainsi quelques précieux éléments de réponse aux questions suivantes, dès lors qu'on les rapporte à l'observation de cette catégorie particulière de prétendants à la magistrature suprême : comment fait-on un candidat⁷ ? Quelles sont les caractéristiques « d'une campagne à la française » ? Quelles sont les raisons de l'échec électoral et ses conséquences ?

Comment fait-on un candidat : candidature-paravent ou véritable candidature ?

Un candidat désigné

- 6 De tous les acteurs de la campagne, Pierre Marilhac est le seul, avec Jean Lecanuet dans une configuration différente, à ne pas s'être autoproclamé candidat mais à avoir été désigné par une assemblée.
- 7 L'initiative en revient à Jean-Paul David, ancien député de Seine-et-Oise, secrétaire général du Rassemblement des gauches républicaines (RGR) et fondateur de l'organisation de propagande anticommuniste « Paix et liberté » sous la IV^e République. Celui-ci a lancé en 1961 le Parti libéral européen (PLE) et souhaite, après son échec aux élections législatives de 1962 (0,35 % des suffrages exprimés), en faire un acteur qui compte dans la galaxie centriste à la faveur de l'élection présidentielle. Sa stratégie consiste à placer un candidat au centre droit de l'échiquier politique en le faisant parrainer par une convention suffisamment large pour le rendre incontournable. Il cherche ainsi à confiner Jean-Louis Tixier-Vignancour, candidat déclaré depuis avril 1964, dans les limites de l'extrême droite, tout en pariant sur l'échec de Gaston Defferre afin de rallier cette clientèle électorale. Une « Convention nationale libérale » se réunit à Issy-les-Moulineaux les 24 et 25 avril 1965, mais en l'absence de représentants qualifiés du Mouvement républicain populaire (MRP) et du Centre national des indépendants et paysans (CNIP). Elle est fractionnée en plusieurs

tendances hétéroclites, parmi lesquelles celles des tixiéristes, des poujadistes et des libéraux disciples d'Antoine Pinay, présents à titre personnel, que Jean-Paul David parvient habilement à regrouper autour d'une plateforme anti-gaulliste pour parvenir à ses fins. Le programme de leur candidat, dont la rédaction a été confiée au journaliste Claude-Henry Leconte, s'articule autour de quelques axes principaux : abolition du pouvoir personnel, séparation des pouvoirs, retour au libéralisme économique dans le respect des travailleurs et de la justice sociale.

- 8 C'est dans ce contexte que la candidature de Pierre Marcilhacy est avancée comme celle d'un notable de province, incarnant cette opposition et capable de personnifier le phénomène centriste tel qu'il vient de se manifester aux élections municipales en mars dans le prolongement de la victoire des listes PRADEL (Pour la réalisation active des espérances lyonnaises), portées par Louis Pradel à Lyon. Mise au vote, elle obtient 310 voix sur 529 suffrages exprimés, contre 167 voix à Jean-Louis Tixier-Vignancour⁸.
- 9 S'agit-il d'une candidature préfabriquée et imposée ? La réalité est plus complexe car ce n'est qu'après avoir sondé plusieurs autres personnalités – André Cornu, ancien député radical indépendant, puis René Blondelle, sénateur paysan de l'Aisne et ex-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) – et essuyé leur refus, que Jean-Paul David se tourne vers Pierre Marcilhacy. Celui-ci a donc négocié sa participation et obtenu notamment de ne pas se présenter à la convention pour ne pas avoir à se placer sous quelque patronage trop contraignant et garder la liberté de défendre ses propres idées. Selon la même logique, il accepte le programme du PLE mais refuse cependant de faire campagne sous cette étiquette pour rester en capacité de concilier les modérés et le centre dans un rassemblement le plus large possible. Dès lors, il incarne la même ambiguïté et les mêmes hésitations que ses mandants, entre positionnement initial à droite et visées centristes.

Qui est Pierre Marcilhacy ?

- 10 À vrai dire, son profil n'a rien d'original par rapport à celui de ses concurrents à l'élection présidentielle. Né à Paris en 1910, mais issu de la bonne bourgeoisie catholique charentaise comme François Mitterrand, il est avocat comme celui-ci et comme Jean-Louis Tixier-Vignancour. Il a repris la charge de son père, avocat au Conseil d'État puis à la Cour de cassation pendant la Deuxième Guerre mondiale. Son parcours politique a débuté au Parti social français (PSF) à la fin des années 1930. Au lendemain de la guerre, il est candidat malheureux sous l'étiquette du Parti républicain de la liberté (PRL) aux élections législatives de juin 1946 en Charente, mais il est finalement élu au Conseil de la République en novembre 1948 et s'apparente au groupe des Républicains indépendants⁹. Durant cette période, il est l'émanation de l'idéologie libérale et conservatrice de la droite modérée. C'est aussi un Européen convaincu, favorable aux traités instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté économique européenne (CEE), qui préside au Sénat un groupe d'amitié France-Pays-Bas.
- 11 Juriste reconnu, il prend part au cours de l'été 1958 au Comité consultatif constitutionnel et vote l'avis final transmis, non sans exprimer ses réserves car selon lui, la nouvelle constitution donne trop d'importance au pouvoir exécutif. Réélu sénateur de la Charente en 1959 et en 1962, il adopte une position de censeur du pouvoir et s'achemine vers un premier glissement politique : en juillet 1960, il quitte le

groupe des Républicains indépendants, dont il dit ne plus supporter l'esprit de discipline qui s'y installe progressivement, pour rejoindre la liste des sénateurs non inscrits. Il se présente désormais comme un homme libre, non inféodé aux partis, porteur des valeurs d'un « humanisme libéral » qui va le conduire à défendre ensuite l'idée d'un grand rassemblement travailliste à la française.

- 12 Le principe d'une candidature à l'élection présidentielle et l'amarrage à la plateforme de la Convention nationale libérale mûrissent progressivement. Il œuvre auparavant à la création d'un Comité pour la défense des libertés en 1962 et publie en 1963 un ouvrage intitulé *Les chouans de la liberté* dans lequel il appelle à restaurer « des institutions réellement démocratiques¹⁰ ». Enfin, au cours de l'année 1964, il donne une série de conférences et signe des tribunes, notamment dans le journal *Combat*, sur le thème « l'élection présidentielle et l'avenir du régime » où il plaide pour une candidature au centre. La précocité de son entrée en lice doit donc retenir l'attention.

Marcilhacy n'est-il que le premier étage de la fusée Pinay ?

- 13 Certaines déclarations de Jean-Paul David à l'occasion de la Convention sont très suggestives. Il voit en effet dans cette désignation la possibilité d'enclencher une dynamique autour d'un porte-drapeau d'un programme libéral, mais qui pourrait se désister ensuite au profit d'une candidature plus illustre et plus rassembleuse, en l'occurrence celle d'Antoine Pinay. La presse ne s'y trompe pas : elle présente aussi cette nouvelle candidature comme un acte de transition avant de s'intéresser de très près aux faits et gestes de « l'oracle de Saint-Chamond¹¹ », surtout après l'échec du projet de « Fédération démocrate socialiste » de Gaston Defferre¹².
- 14 Qu'en est-il de la part de Pierre Marcilhacy lui-même ? Les sources mises à notre disposition révèlent que cette tactique a sans nul doute été évoquée lors des négociations avec Jean-Paul David et que le retrait du sénateur charentais dans ce cas de figure faisait partie de l'accord conclu. Plusieurs indices laissent penser néanmoins que Pierre Marcilhacy, après avoir pris soin de rencontrer Antoine Pinay à deux reprises au printemps et à l'automne 1965, avait acquis la conviction que celui-ci ne se présenterait pas contre Charles de Gaulle car il considérerait la victoire de celui-ci certaine dès le premier tour. Dès lors, sa motivation pour incarner une candidature que l'on pourrait qualifier de témoignage devient une évidence. Dans un ouvrage publié juste après l'élection présidentielle, il écrit :
- « J'ai toujours su que je n'avais aucune chance de pouvoir accéder à la charge suprême de l'État, mais il m'était apparu que je pouvais, en donnant l'exemple de mon désintéressement, dire à ceux qui m'écoutaient que le temps était venu pour eux de rejeter les mauvais harnais de la politique et de refaire la démocratie française¹³. »
- 15 C'est en vertu de ce même principe qu'il refuse de se retirer en faveur de Jean Lecanuet dont la candidature lui apparaît comme le fruit de manœuvres partisans et mène une campagne extrêmement modeste, aux antipodes de celle menée « à l'américaine » par le candidat démocrate-chrétien.

« Une campagne à la française¹⁴ »

Le programme électoral de Marcilhacy

- 16 Le thème dominant de la campagne de Pierre Marcilhacy est « l'antigaullisme constitutionnel¹⁵ ». Il reflète à cet égard l'état d'esprit de l'opposition sénatoriale qui s'emploie, depuis le début de la V^e République, à défendre le parlementarisme traditionnel. Après avoir critiqué en 1958, au sein du Comité consultatif constitutionnel, le caractère hybride de la nouvelle constitution, il en dénonce ensuite les usages. Selon lui, les violations répétées du texte constitutionnel par le général de Gaulle traduisent une politique personnelle qui s'apparente au césarisme¹⁶.
- 17 Toutefois, les solutions qu'il propose *a contrario* vont évoluer avec le temps. À la fin de la IV^e République, face aux excès du parlementarisme, il s'est fait momentanément le héraut d'un régime de monarchie constitutionnelle à la scandinave dont il vantait la stabilité¹⁷. Puis, au début de la V^e République, c'est le système politique américain qui a ses faveurs : un régime présidentiel avec une nette séparation des pouvoirs¹⁸. Durant la campagne présidentielle, désireux sans doute d'afficher des positions moins radicales, il milite désormais pour une application stricte de la constitution de 1958. Lors de ses allocutions télévisées des 23, 25 et 29 novembre 1965, il se livre à de véritables cours de droit constitutionnel afin de préciser sa conception du rôle du chef de l'État : celui d'un « arbitre » comme le prévoit l'article 5, libre de tout engagement partisan, dont la mission est de veiller au bon fonctionnement des institutions. En revanche, d'après les articles 20 et 21, il appartient au gouvernement de déterminer et de conduire la politique de la nation, en lien avec le Parlement.
- 18 L'aspect original de son projet réside dans ce qu'il appelle « le domaine éminent du président », par opposition au « domaine réservé » des gaullistes¹⁹. Haute personnalité morale, le chef de l'État doit être, selon lui, le gardien de la justice et de la justice sociale. Il doit veiller à l'égalité des citoyens et protéger les plus faibles en s'assurant que ceux-ci ne soient pas écrasés par l'administration. Sur ce point, il met en avant son expérience d'avocat au Conseil d'État. La sagesse du parlementaire et l'expertise du juriste constituant, affirme-t-il, les qualifications nécessaires pour exercer cette fonction présidentielle en quelque sorte patriarcale qu'il appelle de ses vœux.
- 19 Dans cette logique, il refuse d'aborder toutes les questions qui relèvent, de son point de vue, du gouvernement et non du président. Cependant, pour occuper les quatre heures de temps de parole dont il dispose à la radio et à la télévision dans le cadre de la campagne officielle, il est contraint malgré tout de présenter quelques grandes orientations qui sont alors celles de la droite modérée : atlantisme, intégration européenne, décentralisation, allègements fiscaux, liberté d'entreprendre, défense du monde paysan par l'indexation des prix de l'agriculture, etc.
- 20 Son programme électoral est donc la juxtaposition d'un projet constitutionnel personnel et de la plateforme du PLE.

L'entourage de Marcilhacy

- 21 Si Pierre Marcilhacy est souvent présenté dans la presse comme un homme seul, sans parti, sans état-major, ce prétendu isolement n'est pourtant pas total, même si l'effectif de son entourage est sans commune mesure avec celui des candidats des grands partis.

- 22 Il y a autour de lui une petite équipe de campagne, installée dans les locaux du PLE, 286, boulevard Saint-Germain. Elle est d'abord composée des militants du parti regroupés autour de Jean-Paul David et de ses amis personnels. La plupart ont appartenu au comité chargé d'élaborer le programme électoral lors de la Convention libérale et s'occupent désormais du service de presse et de documentation. Parmi eux, Pierre de Beaumont, candidat malheureux aux élections législatives de 1962 en Indre-et-Loire, ou encore Paul Peschard et Jacques Gugenheim, animateurs du très confidentiel Mouvement évolutionniste français (MEF)²⁰. On compte quelques hauts fonctionnaires des Finances et maîtres des requêtes au Conseil d'État, ainsi que plusieurs professeurs d'université – essentiellement des juristes, tel Jacques Robert, professeur de droit à l'université de Grenoble, qui viennent sur leur temps libre étudier les dossiers et rédiger des notes²¹.
- 23 À l'origine de ce dispositif, un double réseau de solidarité : celui issu du Comité consultatif constitutionnel auquel a appartenu Jean-Paul David, mais aussi le géographe Jean Chardonnet, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, et celui issu du Comité pour la défense des libertés constitué par Marcilhacy en 1962, dans lequel figure André Malterre, secrétaire général de la Confédération générale des cadres (CGC), membre du Conseil économique et social et l'un des parrains de sa candidature.
- 24 Au-delà de ce premier cercle, les diverses tentatives destinées à accroître les points d'appui se sont soldées par des échecs. L'ancrage territorial du PLE est trop faible pour pouvoir compter sur de véritables relais locaux. Par ailleurs, si certaines personnalités issues des milieux modérés et radicaux – comme le radical Gaston Monnerville, président du Sénat, Bernard Cornut-Gentille, député non inscrit et maire de Cannes, Jacqueline Thome-Pâtenotre, député-maire de Rambouillet radicale, et même le chanoine Félix Kir, député-maire de Dijon (CNIP) – ont manifesté, au début de la campagne, une certaine bienveillance à son égard, aucune n'accepte finalement d'apporter une caution officielle à une candidature dont tout laisse présumer l'échec²². Parmi les noms de ses soutiens, celui de Louis Pradel, récemment réélu maire de Lyon, est celui mentionné avec le plus d'insistance par Pierre Marcilhacy. Il a accepté de participer à sa réunion publique de Lyon, le 2 juillet 1965. Mais sans doute échaudé par le succès très relatif de cette manifestation, il prend lui aussi ses distances. Ainsi, faute de recrues de poids, Pierre Marcilhacy doit renoncer à mettre sur pied un comité national de soutien.
- 25 La liste des 187 parrainages déposée par le candidat au Conseil constitutionnel le 29 octobre illustre très clairement ces faiblesses²³. Un seul parlementaire en cours de mandat y figure : Gustave Alric, sénateur CNIP de l'Aube. Pour le reste, il s'agit essentiellement de maires de petites communes rurales issus des milieux de la droite modérée. Ses soutiens proviennent soit de l'ancien réseau d'élus RGR de Jean-Paul David en Seine-et-Oise (25 lettres de présentation, soit 13,5 % de l'ensemble), soit de la clientèle charentaise qui représente, avec un total de 80 élus, 44 % de l'ensemble. Parmi ces derniers, le parrainage de nombreux maires radicaux témoigne de leur volonté de privilégier les bonnes relations avec le sénateur dont ils n'ignorent pas qu'il exerce la présidence de la commission des Finances au conseil général de la Charente²⁴.

Une campagne de sénateur ? Entre tradition et modernité

- 26 C'est justement cette dimension locale qui constitue un angle d'attaque privilégié et un sujet de moquerie de la part de ses adversaires. Pour eux, Pierre Marcilhacy brigue la présidence de la République à la manière d'un siège sénatorial. Personnalité très peu connue des Français²⁵, il mène une campagne extrêmement discrète, tout du moins jusqu'à son passage à l'ORTF. À l'inverse de ses adversaires, il ne fait coller aucune autre affiche que les deux officielles apposées en son nom par l'État, et ne distribue aucun tract ni gadget publicitaire. Il n'a d'autre journal électoral que l'hebdomadaire *Le Libéral de France*, organe du PLE, tiré à 40 000 exemplaires, dans lequel il signe chaque semaine une tribune. Il n'organise en tout et pour tout que deux réunions publiques : la première, déjà citée, se tient à Lyon et rassemble à peine 200 personnes ; la seconde se déroule l'avant-veille du scrutin à Jarnac en Charente devant un public beaucoup plus nombreux mais déjà acquis à sa personne. Sa communication est donc de facture classique et de portée très limitée, comme en témoigne encore le faible succès éditorial de *Monsieur Y*, un livre biographique publié en octobre 1965 et signé Alain Ayache, jeune journaliste débutant de 26 ans²⁶.
- 27 On peut distinguer plusieurs temps dans sa campagne. Avant l'été, il se contente de prendre des contacts avec la presse et les représentants syndicaux et professionnels. Il édite également une *Lettre aux Françaises et aux Français*, diffusée à 50 000 exemplaires, dans laquelle il expose en huit pages les grandes lignes de son programme. Un résumé de ce texte fait ensuite office de profession de foi. Après une pause estivale, son activité s'accélère à l'automne. Elle consiste cette fois en une série de réunions privées destinées principalement à des auditoires d'étudiants (ESSEC, HEC, Foyer des pères maristes du 104, rue de Vaugirard²⁷, facultés de Dijon et de Grenoble) et en des conférences de presse à fréquence régulière. Organisées au siège du PLE en présence de Jean-Paul David, celles-ci sont cependant de moins en moins fréquentées par les journalistes dans la mesure où il devient évident que Pierre Marcilhacy n'est pas le candidat du centre. Le nombre de 70 journalistes présents lors de la conférence du 16 septembre 1965 tombe à 25 un mois plus tard.
- 28 L'annonce le 19 octobre de la candidature de Jean Lecanuet marque un tournant dans la conduite de la campagne. Désormais marginalisé, il se montre beaucoup plus incisif à l'égard de ses adversaires et en particulier de Jean Lecanuet qui le prive d'un espace politique. Mais il fustige aussi le pouvoir gaulliste, sa cible privilégiée, dans une série de commentaires de l'actualité adressés aux rédactions à partir de la mi-octobre²⁸.
- 29 C'est paradoxalement l'accès aux moyens de communication modernes, en particulier les interventions télévisées, qui révèle une autre image du candidat et suscite, pour la première fois, la curiosité de l'opinion et des médias. « Habileté et franchise, sans agressivité », titre *Le Monde* le 25 novembre 1965, après l'une de ses prestations à l'écran. À l'inverse de François Mitterrand qui peine à maîtriser cet outil²⁹, le sénateur de la Charente trouve immédiatement son style, fait d'un mélange de gravité et de spontanéité. À son aise face aux caméras, capable d'improvisation, il facilite les interviews souvent réussies dès la première prise. Forçant parfois la note intimiste³⁰, il sait jouer de la carte de la proximité : « Je suis un homme comme vous. Je connais vos soucis³¹. » Lors de l'émission télévisée du 23 novembre, face au journaliste Claude Darget, il se prête également volontiers au jeu des questions-réponses d'ordre privé³². Les téléspectateurs découvrent ainsi un candidat décontracté, serein et en même temps

résolu dans son opposition. Après avoir exposé les raisons de sa candidature (19 et 20 novembre) et s'être focalisé longuement sur les questions institutionnelles (23 et 25 novembre), il aborde divers sujets : économie, agriculture, jeunesse et sport, aide au développement, questions sociales, pollution. Son originalité médiatique réside dans le recours plus fréquent que ses adversaires à la technique de l'entretien. Il mobilise pour ce faire des militants du PLE, en évitant de présenter leur sensibilité politique mais plutôt leur place dans la vie sociale : « étudiant », « mère de famille », « expert économique » ou encore « maire d'une commune rurale du centre de la France ».

- 30 Peut-on évaluer l'impact de ces débats radio-télévisés dans un pays où un foyer sur deux est désormais équipé d'un poste de télévision ? L'élargissement de son audience se mesure d'abord à l'abondant courrier et aux nombreux appels téléphoniques reçus au lendemain de ses premières prestations. Cependant, l'effet de surprise passé, les téléspectateurs se lassent rapidement de ces émissions à répétition et un assez faible nombre d'entre eux suivent la campagne télévisée jusqu'au bout³³. D'après des sondages réalisés par l'IFOP³⁴, Pierre Marcilhacy passe de 1,5 % à 4 % des intentions de vote à la fin du mois de novembre chez les électeurs qui possèdent une télévision, avant de retomber à 1,5 % au début du mois de décembre. En revanche, chez ceux qui n'ont pas de téléviseur, il reste stable autour de 1,5 %.
- 31 On est donc loin du décollage espéré à la faveur de la campagne audiovisuelle, ce que confirment d'ailleurs les résultats du scrutin le 5 décembre.

Les raisons d'un échec cuisant

Les résultats du premier tour de scrutin

- 32 Malgré le relatif succès de ses émissions à la télévision, Pierre Marcilhacy évite de peu la lanterne rouge. À l'issue du premier tour, il obtient en effet 415 017 voix, soit 1,71 % des suffrages exprimés, ce qui le place devant Marcel Barbu mais assez loin derrière Jean-Louis Tixier-Vignancour qui, avec trois fois plus de voix, parvient à se hisser juste au-dessus de la barre des 5 %.
- 33 Qui sont les électeurs de Pierre Marcilhacy ? Parmi les différents enseignements du scrutin, le plus remarquable est sans doute l'effet de proximité qui joue à plein dans son cas. Plus on s'éloigne de ses bases électorales, plus ses résultats sont faibles. Si sa candidature est passée quasiment inaperçue dans toute la partie est du pays ainsi que dans les DOM-TOM, il obtient en revanche ses meilleurs scores dans le centre et le centre-ouest, en particulier dans les Charentes. Avec 11,2 % des suffrages, il se classe, dans son département d'origine, en troisième position derrière Charles de Gaulle et François Mitterrand. Il s'offre même le luxe de battre dans son fief de Jarnac où il a rallié un électeur sur trois, le président sortant³⁵. Ce succès charentais repose sur l'apport conjugué des voix des indépendants hostiles à la politique gouvernementale et des radicaux. Mais cette configuration très locale ne se reproduit nulle part ailleurs. D'après les enquêtes menées par l'IFOP³⁶, il semble n'avoir capté, au niveau national, qu'environ 5 % de l'électorat dispersé du CNIP et du MRP. Les bulletins à son nom sont, pour l'essentiel, ceux d'électeurs mécontents mais ne relèvent pas d'un vrai choix politique au sens partisan du terme. Qui sont ces mécontents ? Selon les sondages réalisés à la fin de la campagne, il s'agit d'agriculteurs, de commerçants irrités par les projets gouvernementaux de taxe sur la valeur ajoutée, de cadres moyens et employés,

vivant essentiellement dans des communes rurales et dans les villes moyennes³⁷. À titre d'exemple, avec 3,45 % des suffrages, il réalise à Vichy un score double de sa moyenne nationale.

- 34 Ces résultats ne sont malheureusement pas assez élevés pour pouvoir pousser plus loin l'analyse sur le profil de ses électeurs. À l'évidence, l'opinion ne s'est pas sentie concernée par sa proposition d'un président arbitre et protecteur à la fois. Elle s'est montrée, dans ce domaine, plus sensible aux arguments du pouvoir qui accusait ses détracteurs d'être les champions passésistes d'un retour aux III^e et IV^e Républiques. Ainsi peut-on lire dans l'hebdomadaire gaulliste *La Nation* du 1^{er} octobre 1965, à propos de Pierre Marcilhacy : « Il est candidat à un poste qui a été supprimé voici sept ans. Il veut inaugurer les chrysanthèmes³⁸. »
- 35 La stratégie visant à rejouer les combats électoraux perdus en 1958 puis lors du référendum de 1962 est donc un échec. Mais d'autres raisons doivent être avancées pour expliquer sa déroute électorale.

Un « artisanat politique³⁹ » inadapté à la situation

- 36 La faiblesse des moyens financiers dont il dispose est un frein incontestable au déroulement de sa campagne. Faute du soutien d'une grande formation politique, Pierre Marcilhacy n'a pas été en mesure de lancer une souscription nationale, contrairement à la plupart de ses concurrents. Il a un temps espéré bénéficier du « trésor de guerre » provisionné par le comité national en vue de soutenir la candidature d'Antoine Pinay : une somme d'environ 200 000 francs obtenue notamment grâce aux contributions de grosses sociétés telles Saint-Gobain et Rhône-Poulenc. Mais ces fonds sont finalement reversés à Jean Lecanuet qui aurait dépensé 4 à 5 millions de francs au total pour sa campagne, de loin la plus onéreuse de toutes⁴⁰. Par comparaison, au lendemain de la campagne, le PLE chiffrait le déficit à 110 000 francs, soit l'équivalent de la somme forfaitaire versée par l'État aux candidats dépassant 5 % des suffrages abondée du cautionnement obligatoire de 10 000 francs, non remboursé aux candidats n'atteignant pas les 5 %. De ce que l'on sait du financement de la campagne⁴¹, on est sur une échelle de 1 à 10 par rapport à ce qu'a pu investir par exemple le candidat de l'extrême droite (autour d'un million de francs).
- 37 Cette pénurie de moyens a eu évidemment des répercussions sur la couverture médiatique du candidat qui n'a pas de relais dans les grands journaux. Une étude réalisée par une équipe de recherche du Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF) montre que le sénateur de la Charente n'est mentionné que dans 6 % des gros titres de la presse quotidienne nationale durant la campagne, ce qui le situe au même niveau que Paul Antier, candidat du Mouvement démocrate et paysan, resté en course durant deux mois seulement avant de se retirer, mais derrière Marcel Barbu et Jean-Louis Tixier-Vignancour⁴².
- 38 Ce « complot du silence⁴³ », pour reprendre l'expression de son biographe Alain Ayache, pose au bout du compte la question des potentialités politiques de cette candidature.

La carte perdante du ralliement

- 39 Tout comme Gaston Defferre avant lui, ou encore Maurice Faure, Pierre Marcilhacy a en effet perdu la course du soutien de l'électorat du centre. Représentant autoproclamé de

la grande famille des « humanistes démocrates », il a tout d'abord cherché à séduire ceux qui le jugeaient trop à droite autour d'un projet de mouvement travailliste à la française. Puis, une fois l'hypothèque Antoine Pinay levée, il a multiplié les appels au ralliement sur son nom⁴⁴.

- 40 Mais les ambiguïtés de son positionnement politique, son manque d'envergure, l'absence de soutien d'une grande formation ont constitué pour cette stratégie fluctuante autant d'obstacles insurmontables. Pierre Marcilhacy reste largement ignoré par la famille centriste. Au MRP réuni en congrès au mois de juin 1965, aucune allusion n'est faite à sa candidature, tandis que de son côté, le Comité de liaison des démocrates poursuit son offensive de charme auprès d'Antoine Pinay jusqu'à la fin du mois de septembre. Cela ne signifie pas pour autant la seule expression d'un dédain à son égard. En effet, selon les témoignages de Denis Beaudoin, secrétaire général adjoint du Comité de liaison, et de Jean Legaret, conseiller municipal de Paris et ancien député (CNIP) de la Seine, sa candidature aurait fait très tôt l'objet d'un veto formel du CNIP et du MRP car elle est perçue comme la façade d'une tentative d'OPA du maire de Mantes, Jean-Paul David, sur le centre droit par-dessus les partis⁴⁵.
- 41 Dans cette situation, il devient impossible à Pierre Marcilhacy d'empêcher la candidature de Jean Lecanuet soutenue par le MRP et le CNIP, alliés depuis 1962, qui lui ferme l'espace politique convoité et ruine tous ses espoirs. Complètement marginalisé, il n'a dès lors plus d'autre choix pour justifier le maintien de sa candidature, puisqu'il refuse de se désister, que de s'afficher comme « le seul dans l'échiquier à représenter une opposition en dehors des partis⁴⁶ ».
- 42 L'échec électoral de Pierre Marcilhacy le place indéniablement du côté des petits, voire des prétendants insignifiants à cette élection présidentielle de 1965. Sa candidature mérite-t-elle pour autant d'être classée au rang des candidatures inutiles ou en surnombre⁴⁷ ? En fait, plus que son caractère saugrenu, c'est la dimension anachronique de sa candidature qui transparaît dans ce résultat. Construite par quelques nostalgiques de la IV^e République, l'image présidentielle d'un notable de province incarnant la sagesse sénatoriale est en total décalage avec les attentes des électeurs : « un bon candidat pour le 14^e tour⁴⁸ », avaient ironisé ses adversaires, faisant allusion à l'élection de René Coty, vice-président du Conseil de la République, à la présidence de la République en 1953. En outre, cette stature ne lui confère aucun atout pour s'imposer dans un espace politique étroit et pourtant très concurrentiel.
- 43 À court terme, c'est le PLE qui est la principale victime de ce désastre. Le mouvement sort en effet profondément divisé de la campagne électorale et ne peut éviter la scission. Tandis que Jean-Paul David appelle à voter François Mitterrand au second tour par anti-gaullisme, puis réclame sans succès l'adhésion de sa formation à la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS), une partie de ses troupes préfère rejoindre le Mouvement républicain libéral tout juste mis sur pied, et dont la présidence est confiée à Paul Estèbe, ancien directeur adjoint du cabinet de Philippe Pétain et ancien député indépendant de la Gironde de 1951 à 1956⁴⁹.
- 44 Quelles sont les conséquences de cette défaite sur la carrière politique de Pierre Marcilhacy ? Au plan local, elle n'entache pas son prestige ni son influence, bien au contraire. En 1971, il est brillamment réélu sénateur dès le premier tour de scrutin. Au plan national, il creuse le sillon tracé durant la campagne en tentant de faire fructifier son maigre capital. En janvier 1966, il crée une Association des amis de la justice et de la liberté autour d'un programme de moralisation de la vie publique. Tirant les leçons

d'un scrutin qui a mis en évidence l'attachement des Français à la personnalisation du pouvoir, il remet en avant un projet de révision constitutionnelle établi sur le modèle du régime présidentiel américain⁵⁰.

- 45 Enfin, dans la logique de ses prises de position antérieures, il poursuit son glissement vers la gauche. Après avoir soutenu la candidature d'Alain Poher à l'élection présidentielle de 1969, il se prononce en faveur du Programme commun de la gauche en 1972 et en profite pour exhumer ses projets de construction d'un grand parti travailliste avec les centristes et les socialistes⁵¹. Soutien à la candidature de François Mitterrand lors des élections présidentielles de 1974 et 1981, il est gratifié en retour d'une nomination au Conseil constitutionnel par Louis Mermaz, président socialiste de l'Assemblée nationale, en 1983. À sa mort en 1987, le journal *Libération* note : « Parti de la droite, il était arrivé plutôt à gauche, en évitant les sentiers battus. »
- 46 N'est-ce pas finalement cette attitude de franc-tireur politique qui offre la meilleure clé de compréhension de la candidature de Pierre Marcilhacy à l'élection présidentielle de 1965, dessinant ainsi, selon la typologie établie par Fabien Conord et Gilles Richard, les premiers contours d'un profil-type de « petit candidat » qui deviendra relativement courant dans l'histoire de ce scrutin sous la V^e République⁵² ?
-

ANNEXES

Annexe 1

Répartition des présentations de la candidature de Pierre Marcilhacy à l'élection présidentielle de 1965

Sources : carte établie avec le logiciel cartographique Magrit à partir des archives du Conseil constitutionnel, 19910411/47-53 (Archives nationales)

© François Dubasque

Annexe 2

Liste des présentations de la candidature de Pierre Marcilhacy à l'élection présidentielle de 1965

Récapitulatif : 187 parrainages dont 120 de la Charente et 27 de Seine-et-Oise, 23 départements

	Présentateur	Mandat(s)	Profession
Conseil économique et social	Chardonnet Jean		Professeur de faculté
	Duhamel Marcel		Artisan
Aisne	Lamarre Pierre		
Aube	Alric Gustave	Sénateur	Ingénieur ECP
Calvados	Bertrand Victor	Conseiller général, maire de Chenedolle	Cultivateur
	Restout Marcel	Conseiller général, maire de Beamesnil	Agriculteur
Charente	Achapt Henri	Maire de St-Même-les-Carrières	Menuisier
	Amiaud Serge	Maire d'Ars	Viticulteur

Andrieux Jean	Maire de Garat	Négociant en grains
Audebert Raoul	Maire de Châteauneuf	Médecin
Aviau de Ternay Jean (d')	Maire de Charras	Retraité
Basset Pierre	Maire de Vouharte	Cultivateur
Benedittini Pierre	Maire de St-Fort	Distillateur
Besson André	Maire de La Rochefoucault	Minotier
Biais René	Maire de Vaux-Rouillac	Cultivateur
Birot Paul	Maire de Bréville	Agriculteur
Bloin Jean	Maire de St-Amant-de-Boixe	Agriculteur
Boitaud Louis	Maire de Vervant	Cultivateur
Bonnaud Robert	Maire de Segonzac	Médecin
Bouet Edouard	Maire de Plassac	Directeur de société
Briand Marie-Rose	Maire de Viville	Propriétaire
Brigot Albéric	Maire de Besse	Cultivateur
Broutier Camille	Maire d'Oradour	Cultivateur
Burguet Jean	Maire de Montignac-le-Coq	Industriel
Buzin Raymond	Maire de Châteaubernard	Distillateur
Cadier Eugène	Maire du Gond-Pontouvre	?
Chalmot de la Meslière Maurice	Maire de Ruffec	Sans
Champvallier Jean (de)	Maire de Bernac	Agriculteur, retraité
Chartier Ernest	Maire de La Faye	Agriculteur
Chaudier Marc	Maire de Mainfonds	Agriculteur
Chaussepied Louis	Maire de Juillé	Cultivateur
Coutant Lucien	Maire de Coulonges	Cultivateur
Coussaud André	Maire d'Aussac	Cultivateur
Dagnas André	Maire de Saint-Yrieix	Professeur de lycée

Daudin Jean	Maire de Touzac	Viticulteur
Defarge Fernand	Maire de Saint-Genis	Agriculteur
Defarge Marcel	Maire de Champagne-de-Blanzac	Négociant
Delavergne Elie	Maire de Benest	Retraité
Delavergne Marcel	Conseiller général Ruffec	Vétérinaire
Delhomme Jean	Maire de Bioussac	Agriculteur
Drilhon Joseph	Maire de Montchaude	Agriculteur
Dubreuille Armand	Maire de Saint-Coutand	Agriculteur
Dupuy Raoul	Maire d'Ambleville	Agriculteur, retraité
Dupré Jean	Maire de Villejoubert	Cultivateur
Durand Jean	Maire de Vignolles	Agriculteur
Fabvre Raymond	Maire de Montboyer	Agriculteur
Feniou Henri	Maire de Montigné	Agriculteur
Ferrant Louis	Maire de St-Amant-de-Bonnieure	Vétérinaire
De Fornel	Maire d'Abzac	Agriculteur
Fouassier Pierre	Maire d'Aubeterre	Médecin
Fougerat Jacques	Maire de Jarnac	Médecin
Fougère Pierre	Maire de Villebois	Médecin
Frapin Marcel	Maire d'Angeac-Champagne	Agriculteur
Gallenon Fernand	Maire de St-Médard-de-Rouillac	Agriculteur
Garaud Roger	Maire de Rouillac	Agriculteur
Gautraud Henri	Maire de Vindelle	Agriculteur
Gemon Robert	Maire de Saint-Séverin	Retraité
Girard Jean	Maire de Médillac	Cultivateur
Goumain Gaston	Maire de Courcôme	Retraité
Gravelat Raymond	Maire de Mareuil	Cultivateur

Gravelle Marcelin	Maire de St-Laurent-de-Cognac	Sans
Grosyeux Jean	Maire de Beaulieu	Marchand de bestiaux
Haviland Edouard	Maire de Bourg-Charente	Sans
Hennessy James	Maire de Richemont	Ingénieur
Joubert Guy	Maire d'Auge	Industriel
Joumier Jean-Marie	Maire d'Ambérac	Viticulteur
Labarre Etienne (de)	Conseiller général St-Amant-de-Boixe	Retraité
Lacour Pierre	Conseiller général Montbron	Vétérinaire
Lacroix Henri	Conseiller général, maire de Sonnevile	Agriculteur
Lapeyronnie Maurice	Maire de Mérignac	Cultivateur
Lassagne François	Maire de Linars	Retraité
Léonard Marcel	Maire de Gondeville	Viticulteur
Lhoumeau Rémy	Maire de Saint-Amant-de-Nouère	Cultivateur
Marias Daniel	Maire d'Oriolles	Agriculteur
Marronneaud Jacques	Maire de Juignac	Agriculteur
Martin Louis	Maire de Mons	Viticulteur
Matard Marcel	Maire de Fleurac	Cultivateur
Matard Maurice	Maire de St-Sulpice-de-Cognac	Viticulteur
Mathieu Marcel	Maire de Nanclars	Cultivateur
Maufras René	Maire de Moulidars	Viticulteur
Mounin Jean-Marie	Maire de Julienne	Cultivateur
Menudier Pierre	Maire de Porcheresse	Agriculteur
Menudier Roger	Maire de Saint-Léger	Agriculteur
Mesnard Bernard	Maire d'Asnières-sur-Nouère	Cultivateur
Michaud Jean-Marie	Maire de Foussignac	Agriculteur

Mignot Henri	Maire d'Aigre	Agriculteur
Monnereau camille	Maire de Gardes-le-Pontaroux	Agriculteur
Moreau Jean-Marie	Maire de Charmé	Agriculteur
Mouche François-Henri	Conseiller général Brossac	Médecin
Mounier Pierre	Maire de Fontclaireau	Agriculteur
Mousset Paul	Maire de La Couronne	?
Naudin Samuel	Maire d'Anville	Cultivateur
Olliveau Pierre	Maire de Saint-Cybardeaux	Cultivateur
Pagnoux Alphonse	Maire de Saint-Saturnin	Cultivateur
Pailler Henri	Maire de Xambes	Agriculteur
Pallas Camille	Maire de Gourville	Artisan, retraité
Papillaud Paul	Maire de Saint-Félix	Cultivateur
Paouet Joseph	Maire de Triac-Lautrait	Cultivateur
Pelladeau Maurice	Maire de Pleuville	Agent d'assurance
Perrachon Jacques	Maire de Fouquebrune	Ingénieur agronome
Perrin René	Maire de Couture	Agriculteur
Perrocheau Ernest	Maire de Claix	Agriculteur
Petit Henri	Maire de Sérignac	Cultivateur
Peynaud André	Maire de Passirac	Cultivateur
Peyraud Jean-Marie	Maire de Brillac	Médecin
Pinassaud André	Maire de Plaizac	Cultivateur
Précigoux Jean	Maire de Rouzède	Agriculteur
Prevost Pierre	Maire de St-Genis d'Hiersac	Cultivateur
Queron Jean	Maire de La Forêt-de-Tessé	Agriculteur
Ragonnaud Maurice	Maire d'Ebron	Cultivateur
Reveillaud Pierre	Conseiller général Aigre	Médecin

	Richer Jean-Marie	Maire de Chassiecq	Agriculteur
	Rivaud Alfred	Maire de Maine-de-Boixe	Laitier
	Rivière Jean-Noël	Maire de Mosnac	Viticulteur
	Roffignac Armand (de)	Maire de Saint-Projet	Agriculteur
	Rousseau Max	Maire de Bonneville	Agriculteur
	Roux Jean-Jacques	Maire de Bazac	Industriel
	Roux de Reilhac Bernard	Maire de Cherves-Chatelars	Agriculteur
	Roy René	Maire de Saint-Amant-de-Graves	Cultivateur
	Sardon Raymond	Maire de Montmoreau	Epicier
	Saulnier Rémy	Maire des Gours	Cultivateur
	Sauvaget Jean	Maire de Genté	Viticulteur
	Simmonaud Roger	Maire de Ligné	Artisan
	Sorton Gérard	Maire de Salle-de-Villefagnan	Agriculteur
	Vallée Michel	Maire de Theil-Rabier	
	Veillon Jean-Louis	Maire de Sigogne	Cultivateur
Charente-Maritime	Chaigne André	Conseiller général, maire de Ste-Marie-de-Ré	Viticulteur
	Laidet Paul-Henri	Maire du Bois-Plage	Ingénieur
	Meunier Albert	Maire de Neuvic-le-Château	Retraité
Cher	Bertrand Albert	Maire de Ménétréol-sous-Sancerre	
Dordogne	Armand Roger	Maire de Sainte-Sabine	
	Designère André	Maire de Faux	
	Leygue Léonce	Maire de Rampieux	
Eure	Languet Paul	Maire de Fourges	Négociant

Eure-et-Loir	Lamirault Pierre	Conseiller général Thiron-Gardais	Agriculteur
Gironde	Grelaud Armand	Maire de Francs	Magistrat
Indre-et-Loire	Cornuault Pierre	Maire de Louestault	Agriculteur
	Padieu Gui	Maire de Cinq-Mars-la-Pile	Ingénieur agronome
Loire	Lambey Henri	Maire de Cuzieu	Minotier
	Passot Camille	Maire de Saint-Galmier	Pharmacien
Loiret	Delaplanche Jean	Conseiller général, maire de Boiscommun	Directeur commercial
	Maury Joseph	Conseiller général	Industriel, retraité
Manche	Le Cacheux Henri	Conseiller général, maire de Montebourg	Négociant
Oise	Decourbe Charles	Maire de Houdancourt	Industriel
	Maury Bernard	Maire de Beaumont-les-Nonains	Assureur
	De Sailly Jean-Charles	Maire de Pouilly	Inspecteur des Finances, dir. Banque
Orne	Lande Francis	Maire d'Authueil	Exploitant
	Levasseur Pierre	Maire de St-Bômer-les-Forges	Industriel
Puy-de-Dôme	Joyon Raymond	Maire de Lezoux	Industriel
	Poix Jean	Maire de Doré-L'église	Boucher
	Usclade Gabriel	Maire de Saint-Saturnin	Agent d'assurance
Saône-et-Loire	Margueron William	Maire de La Roche-Vineuse	
	Moudens Emile	Maire de St-Germain-du-Bois	Dentiste
Seine-Maritime	Crèvecoeur Michel	Maire de Tocqueville	Agriculteur
	Dion Jean	Maire de Pommereux	Agriculteur
	Firmin Madeleine	Maire de Valliquerville	Dentiste
	Godouet Paul	Conseiller général, maire de Londinières	Agriculteur

Seine-et-Oise	Aubel Désiré	Maire de Boinvilliers	Retraité
	Bazonnet Raymond	Maire de St-Martin-des-Champs	Instituteur, retraité
	Bec Jean-Louis	Maire de Boissy-sous-St-Yon	Marchand-étalagiste
	Bernardini François	Maire de Fosses	Inspecteur des PTT
	Bordenave Albert	Maire de Vétheuil	Comptable
	Bouvrain Paul	Maire de St-Jean-de-Beauregard	Agriculteur
	Brechot Charles	Maire de Bazoches-sur-Guyonne	Herbager
	Colson Marcel	Maire du Raincy	Industriel
	David Jean-Paul	Maire de Mantes-la-Jolie	Industriel
	Doucet Paul	Maire de Juziers	Employé LTT
	Dupain Maurice	Maire d'Osmoy	Sans
	Dupey Fernand	Maire de Courgent	Artisan
	Duval Léon	Maire de Montchauvet	Sans
	Frichot Lucien	Maire de Boinville	Agriculteur
	Godet Gaston	Maire d'Arnouville-les-Mantes	?
	Huret Louis	Maire de Rosay	Herbager
	Hurteau Hippolyte	Maire de L'Isle-Adam	EDF, retraité
	Leduc Roland	Maire de Rosny-sur-Seine	Ingénieur
	Milliez-Coffin Elisabeth	Maire de Nozay	Sans
	Muret Raymond	Maire de Jumeauville	Agriculteur
	Porte Roger	Maire d'Egry	Architecte
	Potin René	Maire d'Us	Agriculteur
	Rabussier Lucien	Maire de Goussonville	Agriculteur
	Réthoré Cyprien	Maire de Chaumontel	

	Robin Lucien	Maire de Oinville-sur-Montcien	Commerçant
	Roudeau René	Maire de Moisselles	Retraité
	Souillard Fernand	Maire du Tertre-St-Denis	Cultivateur
Vaucluse	Kryn Jacques	Maire de Cadenet	Agriculteur
Haute-Vienne	Giraud Jean	Maire de Ste-Marie-de-Vaux	
Vosges	Legrand Paul	Conseiller général, maire d'Essegney	Exploitant forestier, retraité

Source : archives du Conseil constitutionnel, AN, 19910411/47-53

NOTES

1. Pierre Sainderichin et Joseph Poli, *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Paris, Plon, 1966, p. 8.
2. De manière anecdotique, *Le Parisien libéré* (3 décembre 1965) propose avec humour de retenir la taille, un critère qui joue en faveur de Pierre Marilhac car du haut de ses 2,01 mètres, il est l'un des rares hommes politiques à dépasser le général de Gaulle !
3. *Paris-Press*, 28 octobre 1965.
4. Le politiste Thomas Ehrhard range ainsi le candidat Marilhac dans la catégorie des « huluberlus ». Thomas Ehrhard, « La difficile condition des "petits candidats" », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 64. Sur la typologie des « petits candidats », voir Fabien Conord et Gilles Richard, « Les "petits candidats" aux élections présidentielles sous la V^e République, handicap ou atout pour la démocratie ? », en introduction à ce dossier.
5. Pierre Marilhac, *Les chouans de la liberté. Vingt années d'observation politique*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1963 ; *idem*, *Ce que je n'ai pas dit*, Paris, Robert Laffont, 1966.
6. Les dépôts et fonds d'archives mobilisés dans le cadre de cette étude sont détaillés ci-après, dans l'appareil critique.
7. Le livre du journaliste politique Theodore H. White, *The Making of the President* (Atheneum Publishers, 1961) consacré à la victoire de John F. Kennedy, traduit en français et publié sous le titre *La victoire de Kennedy ou comment on fait un président* chez Robert Laffont en 1962, fait alors référence.
8. Archives de la Préfecture de police (APP), direction des Renseignements généraux, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marilhac. Rapport de surveillance, 25 avril 1965. Le nombre de congressistes, un peu moins important que prévu par les organisateurs, est évalué à environ 450 personnes le premier jour, 600 le second.
9. Il suit un *cursus honorum* inversé puisqu'il est ensuite élu conseiller général du canton de Jarnac en 1951, puis conseiller municipal de la commune de Bassac en 1953. En mars 1965, il siège au conseil municipal de Jarnac, son nouveau lieu de résidence. Sur son action politique locale, on dispose d'un dossier de surveillance établi par la direction départementale de la sécurité publique (Archives départementales de la Charente, 1781 W 71).
10. Pierre Marilhac, *Les chouans de la liberté*, *op. cit.*, p. 9.

11. C'est *L'Aurore* qui lance le mouvement avec une série de reportages signés Serge Groussard dès le début du mois de juin 1965. *Paris-Match* prend ensuite le relais en publiant, le 19 juin, un article intitulé « Un nouveau M. X : Antoine Pinay ». À ce sujet, voir Sylvie Guillaume, *Antoine Pinay ou la confiance en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1984.
12. Sur le parcours de ce personnage durant cette période, on se reportera utilement à Anne-Laure Ollivier, *Gaston Defferre : un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de doctorat en sciences sociales, sous la direction d'Olivier Wieviorka, ENS de Cachan, 2011.
13. Pierre Marcilhacy, *Ce que je n'ai pas dit*, op. cit., p. 207.
14. Autrement dit, une campagne personnelle par opposition à une campagne à l'américaine que Marcilhacy se refuse à mener. *L'Aurore*, 8 mai 1965
15. *Le Monde*, 29 mai 1965.
16. Pierre Marcilhacy, *Les chouans de la liberté*, op. cit., p. 88-95.
17. *Ibidem*, p. 56.
18. Propositions de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution des 12 mai 1960 et 7 février 1963, et proposition de modification de l'article 7 de la Constitution visant à instaurer une fonction de vice-président de la République (21 avril 1964).
19. *Le Monde*, 25 novembre 1965, et *L'Aurore*, 26 novembre 1965.
20. APP, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marcilhacy. Notes du 17 août et du 16 septembre 1965. Le MEF milite pour une nouvelle organisation économique et politique de la France à la mesure des progrès scientifiques et techniques mondiaux. Respectivement président et secrétaire général de ce mouvement, Paul Peschard et Jacques Gugenheim ont cosigné, en 1963, deux brochures intitulées *L'évolutionnisme* et *L'avenir du monde par l'évolutionnisme politique*, dans lesquelles ils développent, au nom de l'unicité du genre humain, une doctrine assez confuse fondée sur la revalorisation du rôle des citoyens et des philanthropes, le dépassement des partis politiques et le rejet de l'arbitraire du pouvoir. Le premier fut par ailleurs candidat malheureux contre Roger Frey dans le XII^e arrondissement de Paris lors d'une élection législative partielle, en septembre 1965 (0,55 % de suffrages exprimés).
21. *Paris-Jour* du 8 novembre 1965 et *Combat* du 30 novembre 1965.
22. APP, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marcilhacy. Note du 16 septembre 1965.
23. Archives nationales (AN), Conseil constitutionnel, 19910411/47-52 et 53 : liste des présentations de Pierre Marcilhacy. Voir tableau annexe.
24. AD Charente, 1781 W 71 : dossier Pierre Marcilhacy. Note des renseignements généraux, 10 novembre 1965.
25. Selon un sondage IFOP de juillet 1965, 9 % seulement des personnes interrogées le connaissent.
26. Alain Ayache, *Monsieur Y : Pierre Marcilhacy*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1965. Le titre accrocheur fait évidemment allusion à « Monsieur X », surnom inventé par *L'Express* en septembre 1963 pour lancer la candidature de Gaston Defferre.
27. Ce même foyer qui accueille, trente ans plus tôt, François Mitterrand, monté à Paris muni d'une lettre de recommandation rédigée par son père à l'attention de Maurice Marcilhacy, père de Pierre.
28. APP, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marcilhacy. Dans sa première livraison du 12 octobre, il renvoie dos à dos « l'étatisme nationaliste » des gaullistes et « l'étatisme communiste » pour mieux vanter son modèle « humaniste libéral ».
29. Son allocution télévisée d'une durée de 20 minutes, diffusée le 1^{er} décembre 1965, a nécessité sept heures d'enregistrement.
30. Ainsi, lorsqu'il déclare, dans sa première intervention à la radio, le 19 novembre 1965 : « J'imagine que vous m'écoutez autour de la table de la salle à manger. Vous, Madame, vous vazez au soin du ménage, votre mari, votre fils, fument. J'espère que votre fille vous aide et qu'il

y a, quelque part, sur une chaise, un chat qui fait semblant de dormir. » Cité dans *L'Aurore*, 20 novembre 1965.

31. Archives de l'Institut national de l'Audiovisuel (INA), campagne électorale officielle, élection présidentielle premier tour, allocution diffusée le 20 novembre 1965 de 13 h 15 à 13 h 30. Consultable en ligne à l'adresse suivante : <https://www.ina.fr/video/CAF94038496/pierre-marcilhacy-video.html> [dernière consultation le 1^{er} avril 2020].

32. Archives de l'INA, 23 novembre 1965, interview diffusée le 23 novembre 1965 de 20 h 30 à 21 h. Consultable en ligne à l'adresse suivante : <https://www.ina.fr/video/CAF94038497/pierre-marcilhacy-video.html> [dernière consultation le 1^{er} avril 2020].

33. *L'Express* du 29 novembre 1965 publie un sondage SOFRES après la première série d'émissions dans lequel 68 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir l'intention de regarder les émissions suivantes. Cité par Roger-Gérard Schwarzenberg, *La campagne présidentielle de 1965*, Travaux et recherches de la faculté de droit et sciences économiques de Paris, Série « science politique », n° 13, Paris, PUF, 1967, p. 75.

34. IFOP Collectors n° 2, *Retour sur l'élection présidentielle de 1965*, avril 2012, p. 20.

35. François Mitterrand, natif de Jarnac, n'arrive qu'en troisième position, avec 1 474 voix sur 5 916 suffrages exprimés. Marcilhacy en obtient 1 975 et de Gaulle 1 816. Sur les liens entre François Mitterrand et sa ville natale, voir la communication d'Éric Kocher-Marboeuf, « Les promenades jarnacaises de François Mitterrand », dans François Dubasque et Anne-Laure Ollivier (dir.), *Le promeneur enraciné. François Mitterrand, un cheminement politique et sensible à travers les territoires*, PUR (à paraître en 2022).

36. IFOP collectors n° 2, *Retour sur l'élection présidentielle de 1965*, op. cit., p. 12.

37. *Ibid.*, p. 15.

38. Frédéric Grendel, « Le mystère Marcilhacy », *La Nation*, 1-2-3 octobre 1965. On retrouve cette même référence dans le titre d'un article de Robert Buchard, « Le candidat qui dit oui aux chrysanthèmes », publié dans *Paris-Jour*, le 8 novembre 1965.

39. C'est le constat désabusé établi par le candidat malheureux lui-même, trois jours après le scrutin : « De nos jours, l'artisanat politique, ça ne paie pas », dans *Paris-Jour*, 8 décembre 1965.

40. AN, ministère de l'Information, 20010086/232 : rapport sur le financement de la campagne présidentielle de l'opposition, 22 novembre 1965. Au sujet de la campagne de Lecanuet, voir également l'interview de Michel Bongrand par Alexandre Borrell, dans « Nous ne fabriquons pas un produit, nous servons des hommes et des idées », *Parlement[s], revue d'histoire politique*, 2005/2, n° 4, dossier « Quarante ans de présidentielles au suffrage universel », p. 42-51.

41. APP, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marcilhacy. Rapports sur le financement de sa campagne, 12 novembre 1965 et 12 janvier 1966.

42. Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi, Pierre Albert, Monica Charlot et Joseph Dutter, « La campagne électorale, septembre-décembre 1965 », dans CEVIPOF, *L'élection présidentielle de décembre 1965*, Paris, Armand Colin, « Les Cahiers de la FNSP », 1970, p. 227.

43. Titre d'une tribune libre signée par son biographe Alain Ayache, publiée dans le journal *Combat* le 4 décembre 1965.

44. *Le Monde* du 10 mai 1965 et *L'Aurore* du 30 septembre 1965.

45. APP, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marcilhacy. Note du 25 mai 1965 ; et *L'Information* du 12 octobre 1965.

46. *L'Aurore*, 17 novembre 1965, à rapprocher de sa profession de foi : « C'est un honnête homme qui s'adresse à vous. Je n'ai rien à voir avec le régime actuel. Je n'ai rien à voir non plus avec les partis politiques ou les puissances financières ou étrangères ».

47. C'est l'avis exprimé par le journaliste François Caviglioli dans un article intitulé « Une candidature d'oubli », publié dans *Combat* le 30 novembre 1965.

48. Cité dans *Paris-Presse*, 4 décembre 1965.

49. APP, 77 W 3422-n° 227064 : dossier Pierre Marcilhacy. Note du 18 janvier 1966.

50. *Ibid.*, notes du 31 janvier et du 1^{er} juin 1966. Proposition de loi constitutionnelle du 1^{er} juin 1966 (n° 158).

51. Pierre Marcilhacy, « L'alternance et la démocratie », *Le Monde*, 29 novembre 1972. Voir également sa tribune « Pour un socialisme libéral », *La Charente libre* du 22 mars 1973.

52. Selon leur décompte, « Les francs-tireurs et dissidents des grandes formations politiques » représentent treize des cinquante-cinq « petits candidats » à l'échelle des élections présidentielles de la V^e République. Fabien Conord et Gilles Richard, « Les "petits candidats"... », introduction à ce dossier déjà citée.

RÉSUMÉS

En 1965, six candidats entrent en lice pour briguer la magistrature suprême lors de la première élection présidentielle de la V^e République au suffrage universel direct, dont trois seulement – de Gaulle, Mitterrand et Lecanuet – sont considérés par les analystes comme des candidats sérieux. Le score très modeste (1,71 % des suffrages exprimés) réalisé par le sénateur charentais Pierre Marcilhacy le place indéniablement du côté des « petits » – voire des prétendants insignifiants – et pose la question de l'utilité de sa candidature. Son échec électoral n'est pourtant pas la conséquence d'un amateurisme politique, même si l'image construite par des nostalgiques de la IV^e République, d'un notable de province incarnant la sagesse sénatoriale, apparaît en décalage avec les attentes des électeurs. L'analyse de son parcours conduit ainsi à mettre en lumière des logiques de nature à complexifier la problématique des « petits candidats », dont l'existence est parfois associée de façon un peu hâtive à la marginalité, voire à l'excentricité.

In 1965, six candidates ran for office during the first presidential election to be held under the Fifth Republic via universal suffrage; only three of these (de Gaulle, Mitterrand and Lecanuet) were seen as serious candidates by political analysts. The very modest result achieved by Pierre Marcilhacy, the senator for the Charentes region – 1.71% of the popular vote – clearly categorised Marcilhacy as a 'minor' candidate, perhaps even an irrelevant contender, and raised questions about the viability of his campaign. However, this electoral failure was not the result of any political amateurism on the senator's side, even if his image as a notable provincial figure embodying senatorial wisdom betrayed nostalgia for the Fourth Republic and struggled to align with the expectations of contemporary voters. Analysing Marcilhacy's political trajectory in fact allows us to shed light on the concept of 'minor candidates,' whose existence is often too hastily associated with marginality or eccentricity.

INDEX

Mots-clés : antigaulisme, sénateur, parti libéral européen, campagne électorale, médias

Keywords : anti-gaullism, senator, European Liberal Party, electoral campaign, media

AUTEUR

FRANÇOIS DUBASQUE

François Dubasque est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Poitiers. Membre du CRIHAM et de la fédération de recherche Territoires, ses travaux portent sur le personnel politique français des XIX^e-XX^e siècles et les pratiques politiques, à travers notamment le rapport pouvoir et territoires. Il a publié *Jean Hennessy (1874-1944). Argent et réseaux au service d'une nouvelle république* (PUR, 2008) et codirigé plusieurs ouvrages dont *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique (1750-2009)*, avec Éric Kocher-Marboeuf (PUR, 2014) et *Le promeneur enraciné. François Mitterrand, un cheminement politique et sensible à travers les territoires*, avec Anne-Laure Ollivier (PUR, à paraître en 2022).